13e année
numéro 241

25 février 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

◆

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

◆

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*
54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e

◆

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

◆

Téléph. : BOTzaris 21-02

◆

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 241

(25 février 1937)

LETTRE D'UN VIEUX BOLCHEVIK

Comment s'est préparé le procès de Moscou

Nous commençons la publication de la « Lettre d'un vieux bolchevik » donnée par l'organe des mencheviks russes, le Courrier Socialiste, *dans ses numéros de décembre* 1936 *et janvier* 1937. *Ainsi qu'on va s'en rendre compte, c'est un document de première importance.*

Nous ignorons qui est l'auteur de cette lettre. Tout ce que nous savons, c'est que les correspondances de Russie du Courrier Socialiste *sont réputées comme sérieuses; et que l'homme qui a écrit est aux meilleures places pour voir.*

Nous soumettons au public français ce document en nous étonnant que la presse socialiste française nous en ait laissé le soin. Un vieux bolchevik, pour faire entendre sa voix, aura dû emprunter l'organe des mencheviks; pour lui faire écho en France, il aura fallu l'organe des syndicalistes révolutionnaires.

Dire que le procès Zinoviev, Kamenev, Smirnov nous a littéralement assommés, ce n'est donner qu'une bien faible impression de ce que nous venons de vivre, et de ce que nous continuons d'ailleurs à vivre.

Il ne s'agit évidemment pas de ce que ressent le « citoyen soviétique moyen ». Celui-ci est en général extrêmement las de toute politique; il souhaite qu'on le laisse en paix et qu'on lui donne la possibilité de vivre tranquille. Nous parlons de ce que ressent la couche de la population qui, tout récemment encore, considérait qu'elle avait dans le pays le monopole du droit de s'occuper de politique; il s'agit donc, pour ainsi dire, de l'état d'esprit que règne dans le cadre des officiers du parti.

L'état d'esprit, dans ces sphères, au cours du printemps et de l'été passés, était paisible et reposé, à un degré qui n'avait pas été atteint depuis longtemps chez nous. A présent, en jetant un coup d'œil en arrière, beaucoup se souviennent avoir remarqué bien des symptômes inquiétants. Mais tout cela, c'est de la sagesse après coup. A ce moment, tout le monde était convaincu que les jours les plus pénibles étaient passés, qu'on allait assister à une amélioration de la situation, lente peut-être, mais incontestable, et cela aussi bien dans le domaine de l'économie que dans celui de la politique. Personne ne s'exagérait l'importance de la Constitution. On savait qu'au fond son élaboration était due à des besoins de préparation politique à la guerre. Mais, en général, on pensait que précisément ces nécessités rendraient impossibles, au cours de la période d'avenir immédiat des explosions trop violentes de terreur; ainsi, la situation serait quelque peu stabilisée.

Tout cela avait créé le sentiment d'une certaine sécurité du lendemain. C'est avec cette quiétude que nous partions pour nos vacances d'été, qui jouent maintenant dans nos mœurs un rôle d'une importance qu'elles n'avaient jamais eu au cours des temps passés. Ce n'est pas pour rien que l'on plaisante souvent chez nous en disant que le droit de chasser en été est le seul droit conquis par la révolution, et que Staline lui-même ne se risquerait pas à l'enlever aux fonctionnaires du parti et des soviets... Au début d'août on apprit qu'une partie des membres du Politbureau était déjà en voyage, et que bientôt partirait Staline; alors les affaires entreraient dans la morte-saison d'été, au cours de laquelle, habituellement, on n'adopte chez nous aucune décision importante, et pendant laquelle il ne se produit pas de grands événements.

Et voilà qu'au lieu de la tranquillité, vint le procès et un procès tel que même chez nous il n'y en eut point de pareil... C'est seulement à présent que nous revenons à nous et commençons à comprendre ce qui est arrivé. Evidemment il se précise que ce qui s'est produit n'est pas du tout dû au hasard : en général, chez nous, bien moins de choses se produisent au hasard qu'on ne pourrait le croire en observant du dehors.

Parmi les pensées léguées par Lénine avant sa mort, je doute qu'il y en ait une qui ait été suivie avec plus de ténacité par notre « direction du Parti » que son conseil de ne pas répéter les fautes des Jacobins : ne pas entrer dans la voie de la destruction mutuelle. On regardait comme un axiome que dans la lutte contre l'opposition du parti bien des choses pouvaient être faites, excepté de recourir aux fusillades. Il est vrai que depuis un certain temps on avait fait quelques exceptions à cette règle : on avait fusillé Blumkine, on avait fusillé quelques autres trotskistes, qui, mandatés par leur organisation, avaient pénétré dans la section secrète du Guépéou et avaient averti leurs camarades de la présence de traîtres dans leur milieu, prévenant les arrestations futures. Mais tout le monde considérait ces exécutions comme des mesures exceptionnelles, châtiant non pas la participation aux luttes intérieures du parti, mais la trahison au devoir imposé par la fonction. Le pouvoir des soviets a toujours châtié sévèrement des délits de ce genre; en effet, en 1924-25, on fusilla un menchévik qui avait pénétré dans le secrétariat de la Commission centrale de contrôle et y avait enlevé certains documents pour les envoyer au *Courrier socialiste;* par contre, même à l'époque du soi-disant « Procès menchévik », on ne posa pas sérieusement la question de fusiller les accusés.

L'affaire Rioutine

L'appplication de la peine capitale pour participation à l'activité oppositionnelle au sein du parti fut envisagée pour la première fois lors de l'affaire Rioutine. C'était à la fin de 1932. La situation dans le pays rappelait celle de l'époque de l'insurrection de Cronstadt. Il est vrai qu'il n'y avait pas pour le moment d'insurrection proprement dite, mais bien des gens disaient qu'il aurait mieux valu avoir affaire à de véritables insurrections. Une bonne moitié du pays était frappée par une famine cruelle. Tous les ouvriers, eux aussi, n'avaient qu'une ration d'affamés. La productivité du travail avait fortement baissé; il était absolument impossible de la

relever, car il ne s'agissait pas de mauvaise volonté de la part des travailleurs, mais de l'impossibilité matérielle de travailler avec l'estomac vide. Dans les couches les plus étendues du parti on entendait dire partout que Staline, avec sa politique, avait conduit le pays dans une impasse : « Il avait amené la brouille entre le parti et le moujik »; la situation ne pouvait être sauvée qu'en éliminant Staline. Bien des membres influents du Comité central se prononçaient en ce sens; on disait que dans le Politbureau même il s'était créé une majorité antistalinienne. Que faut-il donc faire ? Quel programme doit-on substituer à celui de la ligne générale stalinienne ? Voilà ce qui se discutait partout entre militants du parti. Il n'y a donc rien d'étonnant qu'ait circulé à ce moment une série de plates-formes et de déclarations de tout genre. Parmi elles, on remarquait surtout celle de Rioutine. Cette plate-forme avait un caractère nettement « moujikophile »; elle exigeait la suppression des kolkhozes en permettant au moujik de se déterminer lui-même dans le domaine économique. Mais ce n'est pas ce qui attirait surtout vers elle l'attention; à cette époque non seulement les plates-formes des « droites » étaient « moujikophiles », comme par exemple la plate-forme de Sliepkov, mais celles aussi de ceux qui avaient été récemment de la « gauche », les trotskystes, qui au fond étaient responsables au point de vue politique de toute la ligne générale, car ils en avaient été les premiers idéologues. La plate-forme de Rioutine se distinguait entre toutes par sa pointe personnelle contre Staline. Elle comprenait environ 200 pages dactylographiées, dont plus de 50 consacrées au portrait de Staline, au jugement sur son rôle dans le parti, à la défense de la thèse suivant laquelle il était impossible d'assainir ni le parti ni le pays sans éliminer Staline. Ces pages avaient été écrites avec beaucoup de force et d'âpreté; elles impressionnaient réellement le lecteur en dépeignant Staline comme une sorte de mauvais génie de la révolution russe qui, mû par des intérêts d'aspiration personnelle au pouvoir et de vindicte avait amené la révolution au bord de l'abîme.

Ce sont précisément ces pages qui avaient créé le succès de la plate-forme de Rioutine. Mais ce sont elles aussi qui déterminèrent toutes les pérégrinations ultérieures de son auteur. On avait beaucoup parlé de cette plate-forme; il n'y eut donc rien d'étonnant à ce qu'elle apparaisse bientôt sur la table de Staline. Evidemment, les arrestations et les perquisitions commencèrent; on arrêta non seulement tous ceux qui avaient un rapport quelconque avec la diffusion de la plate-forme de Rioutine, mais aussi quiconque contribuait à la diffusion de tout autre document. Rioutine qui était à ce moment-là en exil, ou dans un isolateur (où d'ailleurs sa plate-forme avait été écrite) fut amené à Moscous. Lors de l'interrogatoire, il reconnut qu'il en était l'auteur. La question de son sort fut tranchée au Politbureau, car le Guépéou (suivant évidemment l'invitation de Staline) s'était prononcé pour la peine capitale. Or Rioutine faisait partie des vieux et méritoires militants du parti envers lesquels la pensée léguée par Lénine ne permettait pas la peine de mort.

On dit que les débats eurent un caractère extrêmement tendu. Staline appuyait la proposition du Guépéou. Son argument le plus puissant était que manquer de vigueur c'était favoriser la croissance de l'état d'esprit terroriste parmi la jeunesse, y compris la jeunesse communiste. Les rapports du Guépéou étaient pleins de communications sur des conversations sur le même sujet dans la jeunesse ouvrière et estudiantine de tout le pays. Ces mêmes rapports enregistraient beaucoup de cas isolés d'actes terroristes, commis par des représentants de ces couches de la population contre de petits personnages disposant de l'autorité du parti ou des soviets. Le parti n'hésitait pas à appliquer « le châtiment suprême » contre des terroristes de ce genre, même s'ils étaient des jeunes communistes. Staline démontrait qu'il n'était ni juste, ni logique, au point de vue politique, de châtier avec une telle rigueur les exécuteurs en graciant ceux dont la prédication politique était la justification directe de procédés de ce genre, en donnant le conseil de ne pas commettre d'actes de détail, mais de frapper à la tête d'elle-même. En effet, la plate-forme de Rioutine, d'après l'affirmation de Staline, n'était rien d'autre que la justification de la nécessité de le tuer, lui, Staline.

Je ne me rappelle plus déjà comment se partagèrent les votes au Politbureau. Je me souviens seulement que ce fut Kirov qui parla le plus nettement contre la peine capitale, entraînant avec lui la majorité des membres du Politbureau. Staline avait été assez prudent pour ne pas pousser les choses jusqu'à un conflit aigu. A ce moment, la vie de Rioutine avait été sauvée : il fut enfermé pour de longues années dans un des isolateurs les plus sévères. Mais tout le monde comprenait que les grandes questions soulevées à l'occasion de cette affaire peu importante se représenteraient plus tard, sous une forme ou sous une autre, devant le Politbureau.

En effet, elles s'y présentèrent, mais seulement dans de tout autres circonstances que celles de l'hiver 1932-33.

Un tournant

L'été et l'automne de 1933 avaient marqué pour l'Union un tournant et cela dans deux domaines : la politique intérieure et la politique extérieure.

La bonne récolte de cette année, il faut bien reconnaître cela, avait été pour tous, chez nous, tout à fait inattendue. Peu de gens croyaient qu'avec le désordre qui existait alors on parviendrait à cultiver les champs et à moissonner les blés. Le mérite insontestable en revient à Staline qui fit preuve d'une énergie inconnue même pour lui et sut faire travailler tout le monde jusqu'à l'épuisement. Il comprenait évidemment que cet été, pour lui tout au moins, apportait la décision : si la situation économique ne s'était pas améliorée, l'irritation accumulée contre lui aurait trouvé quelque issue. Lorsqu'il fut établi que le bilan de l'été serait bon, il se produisit une rupture psychologique dans l'état d'esprit des hautes sphères du parti. En réalité, c'est seulement alors que de vastes couches des militants du parti admirent que la ligne générale pouvait en effet triompher; ayant admis cela, ils changèrent d'attitude à l'égard de Staline, avec le nom duquel cette ligne était irrémédiablement associée : « *Staline a triomphé* » disaient les mêmes qui, la veille encore, demandaient à pouvoir lire la plate-forme de Rioutine. Avec d'autant plus d'insistance se posa alors la question de savoir comment cette amélioration de la situation économique allait se répercuter sur la politique.

La situation s'aggravait encore du fait que simultanément se dressaient dans toute leur grandeur les questions fondamentales de la politique extérieure. Au cours des premiers mois qui suivirent l'avènement de Hitler, beaucoup croyaient, chez nous, que le 3e Reich, n'était qu'un épisode passager de l'histoire de l'Allemagne, que Hitler se maintiendrait seulement quelques mois, lesquels seraient suivis d'une banqueroute cruelle et de la révolution. Bien peu admettaient la possibilité que

les « impérialismes » d'Angleterre et de France permettraient à l' « ennemi héréditaire » de poursuivre jusqu'au bout son programme d'armement; les phrases de Hitler sur la campagne contre l'Union n'étaient pas prises au sérieux. Ce n'est que bien lentement que l'on arriva à déduire que la situation était bien plus sérieuse que l'on ne croyait, qu'il n'y avait pas lieu de s'attendre à des opérations préventives contre Hitler en Occident et que la préparation de la campagne contre la Russie marchait à pleine allure.

Une forte impression avait été produite par les résultats d'une enquête sur la propagande allemande en Ukraine, en particulier sur ce que l'on appela « le Complot des homosexuels ». Ce complot, découvert tout à la fin de 1933, consistait en ceci : un acolyte de l'attaché militaire allemand, créature et disciple du fameux capitaine Roehm, avait pénétré dans les milieux homosexuels de Moscou et, en se dissimulant derrière cette étiquette, qui en ce temps était chez nous parfaitement légale, avait organisé tout un réseau pour exécuter le travail national-socialiste. Les fils de ce réseau allaient jusqu'en province, à Léningrad, Karkhov, Kiev. Dans cette affaire furent entraînées plusieurs personnalités représentatives du monde littéraire et artistique : le secrétaire personnel d'un artiste très connu, fameux par ses tendances homosexuelles, un collaborateur scientifique important de l'institut Lénine, qui avait publié déjà quelques travaux scientifiques, etc... Les Allemands utilisaient ces liaisons non seulement pour recueillir des renseignements militaires, mais aussi pour désagréger les milieux supérieurs des soviets et du parti. Les buts que se fixaient les dirigeants de ce complot allaient si loin que les dirigeants de la politique soviétique durent aussi jeter leurs regards au loin. C'est ainsi que naquit le tournant de la politique extérieure qui, peu après, amena l'entrée dans la Société des Nations et la création du « Front populaire » en France.

Evidemment, ce tournant ne fut pas réalisé sans grandes discussions. Il ne fut pas facile de triompher de l'inertie due à l'orientation précédente comportant l'accord avec les Allemands, même avec ceux de droite, pour miner les puissances victorieuses. D'autant plus que l'orientation sur les partis démocratiques de l'Europe occidentale, tout le monde le comprenait, était irrémédiablement liée aussi à d'importants changements dans la *politique intérieure*. C'est surtout à ce moment que *Kirov* passa au premier plan.

Kirov jouait en général un rôle important dans le Politbureau. Il était ce qu'on appelait un partisan à « 100 % » de la ligne générale; il se distinguait par l'application implacable et énergique de celle-ci. Cela amenait Staline à l'apprécier grandement. Mais il y avait dans sa conduite une certaine part d'autonomie qui irritait Staline. On m'a dit qu'une fois, mécontent de l'opposition de Kirov sur une question particulière, Staline, pendant plusieurs mois, prétextant l'impossibilité pour Kirov de quitter Léningrad, ne le convoqua pas aux séances du bureau politique. Mais malgré cela, Staline ne se décidait pas à appliquer des sanctions plus dures contre lui : les milieux de mécontents étaient trop vastes pour pouvoir, avec légéreté, y ajouter un militant du parti aussi important que Kirov. D'autant plus qu'à Léningrad, Kirov avait su s'entourer d'hommes qui lui étaient parfaitement dévoués; un nouveau conflit avec les « Léningradois » aurait pu être plus sérieux que du temps de Zinoviev. Au cours de l'hiver de 1933-34, la situation de Kirov était tellement solide qu'il pouvait se permettre d'adopter une ligne de conduite quelque peu autonome. Cette ligne de conduite consistait non seulement dans une application plus cohérente d'une sorte « d'orientation occidentaliste » en politique extérieure, mais elle passait aussi dans le domaine de déductions basées sur cette nouvelle orientation pour la politique intérieure.

La question de ces dernières déductions se présentait chez nous comme suit : étant donné que le conflit guerrier est inévitable, il faut s'y préparer non seulement dans le domaine strictement militaire (création d'une armée puissante), mais aussi dans le domaine politique (création de la mentalité nécessaire à l'arrière). Ce dernier domaine de la préparation préguerrière admettait deux lignes de conduite différentes : d'une part, on pouvait continuer l'ancienne ligne de conduite en écrasant impitoyablement tous les hommes d'idées différentes, en vissant sans hésitation et à fond le pressoir administratif, en recourant même, s'il le fallait, à une accentuation de la terreur; d'autre part, on pouvait faire « une tentative de réconciliation avec l'opinion publique soviétique », c'est-à-dire miser sur la participation volontaire de celle-ci à la préparation politique de l'arrière pour la guerre future. Les partisans les plus importants et les plus convaincus de cette dernière ligne de conduite étaient Gorki et Kirov. Il faudrait parler spécialement du rôle de Gorki qui fut particulièrement important dans notre vie; on devrait le faire d'autant plus qu'à présent, après sa mort, on peut en parler avec plus de franchise qu'auparavant. C'est là un grand thème, tout à fait spécial. Gorki exerçait une forte influence sur Staline, et il faut le reconnaître une influence bienfaisante. Mais, malgré toute son influence, il n'était pas membre du bureau politique et ne prenait pas directement part aux décisions de celui-ci. Le rôle de Kirov était d'autant plus important.

Kirov intervint comme défenseur de l'idée de l'atténuation graduelle de la terreur dans le pays en général et dans le parti. Il ne faut pas exagérer le sens de ces propositions. N'oubliez pas que Kirov est l'un de ceux qui se trouvaient à la tête du parti pendant le premier plan quinquennal. Il fut un de ceux qui inspirèrent et réalisèrent les campagnes de sinistre mémoire dans les villages, la liquidation des koulaks. Le littoral de Kem, Mourmansk, le camp de la Mer blanche étaient administrés directement par lui; il dirigeait aussi l'édification du canal de la Mer blanche à la mer Baltique. Cela suffira pour faire comprendre qu'on ne saurait en aucun cas l'accuser d'être trop pointilleux dans le traitement à donner à des vies humaines. Mais, précisément, dans le milieu où il devait intervenir, c'était là son côté fort; s'étant chargé d'une large part de responsabilité dans les « affres » du 1er plan quinquennal, il pouvait avec d'autant plus d'audace intervenir comme l'idéologue de l'atténuation de la terreur au cours du second plan quinquennal.

Voici à peu près l'enchaînement de ses pensées : la période de destruction nécessaire à la démolition des éléments petits propriétaires dans les campagnes est terminée. La situation économique des kolkhozes est solide; dans l'avenir, elle ne peut que s'améliorer. Cela crée une base ferme pour l'évolution ultérieure du pays. Etant donné que la situation économique du pays s'améliorera, les grandes couches démocratiques de la population se réconcilieront de plus en plus avec le pouvoir. Le cercle des « ennemis internes » se restreindra de plus en plus; la tâche du parti consiste à faciliter le rassemblement des forces capables de l'appuyer au cours de cette phase nouvelle de l'édification économique. Il faut élargir la base sur laquelle s'appuie le pouvoir des Soviets. En particulier, Kirov

intervint comme un partisan décidé de la réconciliation avec tous les éléments du parti qui avaient été refoulés dans l'opposition au cours de la lutte sur le plan quinquennal et qui étaient prêts à accepter la nouvelle base à présent que l'étape « destructive » était terminée. On dit qu'il aurait déclaré dans un de ses discours : « Nous n'avons plus d'ennemis intransigeants constituant une force sérieuse. Tous les vieux groupes ou partis se sont fondus au cours de la lutte pour le plan quinquennal et nous n'avons plus à en tenir sérieusement compte. En ce qui concerne les ennemis nouveaux surgis au cours de cette dernière période, à l'exception de quelques unités, il n'en est pas parmi eux avec lesquels nous ne pourrions pas nous entendre, si nous appliquons une politique de réconciliation. »

Cette prédication de Kirov (au fond, Gorki prêchait la même chose, peut-être, avec plus de force encore) avait un grand succès dans les sphères supérieures du parti. Vous ne devez pas penser que celles-ci avaient supporté aisément la tension de la période du 1er plan quinquennal, les affres qui avaient accompagné les expéditions contre les villages (et vous n'avez qu'une faible idée de ces angoisses). Or, les couches supérieures du parti avaient toujours été au courant de ce qui se faisait; ces expéditions impressionnaient très douloureusement beaucoup de ces militants. A ce point de vue, on racontait un incident très symptomatique. Vers la fin de 1932, il s'était tenu à Léningrad une réunion de la jeunesse littéraire à laquelle avait été invité *Kalinine*. Cette assemblée coïncidait avec quelque anniversaire du Guépéou, avec la commémoration, je crois, des quinze ans d'existence de la Tchéka. Il est possible même que cette assemblée ait eu un rapport direct avec cet anniversaire. En tout cas, au cours de la soirée, on lut beaucoup de poésies dédiées à la Tchéka. La note principale de cette poésie était le vœu adressé à la Tchéka « que la main de celle-ci frappe avec moins de pitié encore ». Les mauvais esprits disent que Kalinine avait assez bu ce soir-là. Si cela est vrai, cela ne démontre qu'une chose : c'est que l'alcool avait diminué la résistance des centres nerveux de freinage et donné à Kalinine l'audace de parler plus franchement. Tous ceux qui assistèrent à la réunion témoignent comme un seul homme que son discours retentit comme le véritable cri d'un cœur souffrant. Après une des poésies les plus sanguinaires, ayant même, je crois, interrompu le poète déclamant avec solennité, il se leva, et ayant presque les larmes aux yeux, il commença par dire qu'il faut parfois appliquer la terreur, mais qu'il ne faut jamais la glorifier. C'est notre tragédie de devoir recourir à des mesures aussi cruelles; nous ne pourrions rien souhaiter aussi fortement que d'avoir la possibilité de renoncer à la terreur. Ce qu'il faut souhaiter, ce n'est donc pas l'impitoyabilité de la Tchéka, mais que vienne rapidement un temps où « la main qui châtie » puisse s'arrêter de sévir.

A ce moment, ce discours fit une grande impression; on en parla beaucoup dans les cercles littéraires, non seulement de Léningrad mais aussi de Moscou. On dit plus tard que Kalinine fut « grondé » à cause de lui. En tout cas, il montre pourquoi les hommes qui avaient fait le premier plan quinquennal s'accrochèrent très volontiers aux idées démontrant la possibilité d'atténuer la terreur, aussitôt qu'il y eut dans ce sens quelques prémices favorables. Le succès de Kirov fut énorme, d'autant plus que Staline, lui non plus, ne se dressait pas carrément contre ces idées, mais ne faisait qu'en affaiblir les déductions pratiques. On dit que cette conduite de Staline s'expliquait par l'influence de Gorki qui, à ce moment, atteint son apogée.

C'est sous l'influence de ces idées que dès l'été 1933, presque immédiatement après que l'ampleur approximative de la bonne récolte fut établie, que furent réintégrés dans le parti Kamenev, Zinoviev et bien d'autres oppositionnels. On leur permit de choisir un travail à leur goût; certains furent même invités au congrès du parti (février 1934).

Kirov vint à ce congrès comme une sorte de triomphateur. Ses élections à Léningrad avaient été accompagnées d'un triomphe qu'aucune autre élection n'avait connu : des conférences des divers rayons de Léningrad avaient été réunies le même jour; Kirov les avaient visitées l'une après l'autre, salué partout par des ovations solennelles et par des cris de « Vive notre Myronitch ! ». Ceci avait été fait pour démontrer que Kirov était appuyé par tout le prolétariat de Léningrad. Au congrès même, il y eut pour lui une réception solennelle. On lui fit une ovation dès qu'il apparut dans la salle des réunions; la salle se leva quand il entra et quand il partit, lorsqu'il eut à présenter son rapport. Dans les couloirs du congrès, on discuta longuement pour savoir qui avait eu le plus d'ovations : Staline ou Kirov. Ceci est évidemment une exagération : la réception faite à Staline avait été sans aucun doute plus imposante que celle faite à Kirov, mais le fait que l'on puisse comparer ces ovations dépeint suffisamment le rôle que Kirov joua à ce congrès.

Non seulement il fut réélu en tant que membre du Politbureau, mais il fut même élu comme l'un des secrétaires du Comité central. Il devait se transférer à Moscou et prendre la direction immédiate de toute une série de sections du secrétariat du parti dirigées jusqu'alors par Postichev ou Kaganovitch. Ceci devait assurer une application plus cohérente de la nouvelle ligne de conduite du parti, inspirée par Kirov. Ce transfert n'eut pas lieu, le motif officiel fut l'impossibilité de laisser Léningrad sans un dirigeant responsable. On avait cherché un remplaçant pour Kirov, mais on ne parvenait pas à en trouver; on ajournait encore et toujours le transfert de Kirov.

Mais il prenait part aux travaux du Politbureau et son influence au sein de cet organisme grandissait continuellement.

Pendant une séance du Politbureau, au cours de l'été 1934, une question se posa qui était le prolongement direct des discussions surgies à la suite de l'affaire Rioutine. Durant cette période, on avait découvert plusieurs *groupes de jeunesse* (parmi les étudiants et les jeunes communistes), au sein desquels *on discutait les thèmes de la terreur*. Aucun d'entre eux n'était inculpé d'acte de caractère terroriste : s'il en avait été autrement, personne n'aurait posé la question des participants à ces groupements. Le principe suivant lequel les membres des groupes qui entament l'activité terroriste doivent être détruits matériellement est établi sans hésitation depuis l'époque de la guerre civile. Les « actes » des participants de ces groupes, découverts au printemps 1934, n'avaient pas dépassé les limites de conversations les plus vagues; on disait qu'étant donné l'absence complète de démocratie dans le parti et l'abrogation en fait de la Constitution soviétique, les oppositionnels n'avaient plus à présent d'autre voie de lutte que celle de la terreur. Autrefois, dans les procès de ce genre, en règle générale on appliquait le « châtiment suprême ». Vu l'orientation nouvelle, le Guépéou demandait des instructions. Un rapport détaillé avait été établi, décrivant les divers groupes mentionnés. A présent, on se demande si le fait de poser cette question devant le Politbureau était dû au simple hasard. Peut-être Staline et son entourage immédiat essayaient-ils d'éprouver la solidité de l'orien-

tation nouvelle et de savoir jusqu'où irait le bureau politique dans son « libéralisme » ? Les instructions du Politbureau furent assez élastiques. Il n'y avait pas une directive générale ferme. On recommandait d'examiner dans chaque cas les particularités individuelles de l'affaire. Mais le ton général de la résolution était tel qu'il n'était recommandé d'appliquer « le châtiment suprême » que dans les cas extrêmes, lorsqu'on concevrait que certains participants de ces groupes étaient « incorrigibles ». Cette résolution fit que tous ces procès se terminèrent par des sentences relativement modérées : isolateurs ou camps; dans certains cas, les détenus furent simplement déportés dans des endroits peu éloignés ou pas trop mauvais. C'est ainsi que se termina le procès des « terroristes » arrêtés à Léningrad.

L'orientation nouvelle eut une grande répercussion dans les milieux du parti. C'est grâce à son influence, certainement, que renoncèrent à leur intransigeance les derniers des oppositionnels importants qui demeuraient irréductibles depuis l'époque de « la grande opposition » : Rakovsky, Sosnovsky, etc... Ceci fut considéré comme un des succès importants de la politique de « pacification » au sein du parti. Les « repentis » furent immédiatement autorisés à habiter Moscou et à pouvoir y exercer un travail responsable. Rakovsky eut même la grâce d'être reçu personnellement par Kaganovitch. Sosnovsky fut réintégré dans son ancien emploi de journaliste politique; il est vrai, non pas à la *Pravda* (dont il était un des rédacteurs avant sa déportation), mais aux *Izviestia,* etc... Les succès de Kirov furent parachevés au cours du plénum du Comité central en novembre 1934. C'est à ce plénum que fut présenté, pour être approuvé, tout un programme de mesures concrètes qui devait être appliqué pour exécuter les décisions de principe du récent congrès du parti. Kirov était le rapporteur principal et l'homme du jour. De nouveau on posa la question de son transfert à Moscou; on la solutionna par l'affirmative. Il fut décidé que ce transfert s'opérerait au cours des premières semaines à venir, en tout cas avant le nouvel an. Il devait diriger toutes les sections du secrétariat en rapport avec le « domaine idéologique ». Il ne devait retourner à Léningrad que pour un temps très bref, afin de passer toutes les affaires en cours à son remplaçant provisoire.

Dans ces conditions, imaginez combien, tous, nous fûmes frappés par la nouvelle, transmise par voie téléphonique, annonçant sa mort.

L'attentat de Nikolaïev

On pourrait raconter bien des choses sur l'assassinat de Kirov; sans aucun doute, il mérite d'être mis en lumière dans la presse. C'est à partir de ce coup de feu malencontreux que commence une nouvelle période de l'histoire de l'U.R.S.S. Mais pareil récit m'entraînerait trop loin; de toutes façons, ma lettre est déjà trop longue. Je ne m'arrête donc que sur les facteurs qui permettent de comprendre l'évolution des rapports à l'intérieur du parti.

Les premières dépêches transmises par téléphone et qui apportèrent à Moscou la nouvelle de l'assassinat ne laissaient subsister aucun doute quant au caractère politique de l'assassinat. On trouva sur Nikolaïev une déclaration écrite à l'avance expliquant les motifs qui l'avaient amené à tuer. Mais étant donné l'état d'esprit de pacification à l'intérieur du parti qui s'était créé au cours des mois précédents, il fut impossible de classer immédiatement le coup de feu du 1er décembre 1934 comme un acte terroriste dû à la lutte intérieure du parti; bien des gens ne pouvaient le faire par simple réflexion psychologique. On ne voulait pas croire que celui qui avait été le défenseur principal de la politique de pacification avait été tué par la balle d'un oppositionnel, et cela précisément au moment où la victoire de la politique pacificatrice semblait presque assurée.

Cet état d'esprit fut d'ailleurs influencé par la crainte des conséquences qu'un pareil acte de terreur aurait à l'intérieur du parti. Aussi, au cours des premiers jours de décembre 1934, nombreux étaient ceux qui essayaient d'expliquer le meurtre par « les manœuvres d'une puissance étrangère » (il était inutile d'en citer le nom) dont Nikolaïev n'était que l'instrument aveugle. La conclusion qui en était dégagée se résumait à affirmer que cet assassinat n'avait aucune importance au point de vue des rapports politiques internes en U.R.S.S. et que la ligne de conduite qui venait d'être fixée au plénum du Comité central, d'après les rapports de Kirov, devait rester entière, sans modification aucune, pour diriger la politique du parti. Cette version fut particulièrement appuyée par tous ceux qui avaient eu un rapport quelconque autrefois avec les diverses oppositions et qui, par conséquent, non sans raison, éprouvaient des craintes pour leur destinée personnelle. C'est Radek surtout qui interpréta cet état d'esprit dans la presse. Aurait-il pu supposer que cette version relative à « la main de la Gestapo » se retournerait contre tous les anciens oppositionnels, y compris lui-même, Radek?

Il n'y avait d'ailleurs pas que les oppositionnels à expliquer de cette façon le coup de feu de Nikolaïev. Cette appréciation était très répandue; même les dirigeants du Guépéou semblaient prêts à l'accepter. Souvenez-vous des listes des premiers fusillés comme représailles à l'acte de Nikolaïev; elles étaient composées surtout de personnes soupçonnées (avec plus ou moins de raison, cela est une autre question) d'être liées à l'espionnage étranger; ainsi la propagande séparatiste en Ukraine était déjà, alors, considérée chez nous comme de la besogne exécutée d'après les directives allemandes. Souvenons-nous que cette orientation des fusillades était donnée de Moscou, sous le coup de la première impression des nouvelles transmises de Léningrad par voie téléphonique.

Cette version ne devint jamais officielle. Staline, durant les premiers jours, n'avait donné aucune directive précise. Il laissait à d'autres le soin d'expliquer ce qui venait de s'accomplir. Il concentrait toute son attention sur l'organisation énergique de l'enquête. Il s'était rendu immédiatement à Léningrad, accompagné de Vorochilov et d'Ordjonikidzé dont l'appui lui était particulièrement important pour le bureau politique. Il donna là le ton à suivre dans l'enquête; il en détermina la direction et l'envergure; il assista personnellement aux interrogatoires les plus importants; il interrogea personnellement Nikolaïev; personnellement aussi il dirigea les mesures de liquidation de la section de Léningrad du Guépéou. La direction réelle de l'enquête fut confiée à Agranov qui, au cours des dernières années, avait joui de la confiance particulière de Staline; celui-ci était certain que « Iacha » (Staline désigne souvent Agranov par ce diminutif, même au cours des séances officielles) ne dépasserait en aucun cas le rôle d'un exécuteur zélé et docile; qu'il suivrait les directives qu'il dicterait; que jamais il n'écouterait des influences venant d'autre part. Staline n'était pas certain que les autres dirigeants du Guépéou en feraient autant.

◇◆◇

Dès le début, l'enquête fournit une série de données intéressantes.

Le *Journal* de Nikolaïev apparut comme particulièrement important pour comprendre les motifs de sa conduite. Des extraits de ce journal furent publiés dans le rapport sur l'affaire Nikolaïev dont j'aurai à parler plus loin; d'ailleurs, ces extraits étaient très restreints. Bien des bruits, qui sont parfois contradictoires, circulent au sujet de ce journal. Mais ils coïncident tous en ce qui concerne le caractère général attribué à Nikolaïev. Son acte joua un rôle tellement fatal pour le pays et pour le parti qu'il est impossible d'être absolument impartial à ce point de vue. Mais si l'on essaie de garder au moins une certaine part d'impartialité, on est bien forcé de reconnaître que nous avons là le cas d'un représentant typique de la génération de notre jeunesse qui fut entraînée dans le parti par l'engrenage d'acier de la guerre civile, qui, au cours des années suivantes, traversa toutes les épreuves des mobilisations ordinaires et extraordinaires et qui échoue maintenant dans le domaine de la construction pacifique, avec des nerfs ébranlés, une santé minée, une âme complètement dévastée.

Voici la carrière de Nikolaïev : lors de l'offensive de Youdenitch, ayant à peine 16 ans, il partit volontaire au front et y resta jusqu'à la fin de la guerre civile. C'est au front qu'il devint membre des jeunesses communistes. Les rapports qu'il eut avec la Tchéka-Guépéou restent un point mystérieux de sa biographie. Il ne joua jamais de rôle important dans l'un de ces organismes, mais il ne subsiste aucun doute quant à sa participation à ces organes; pourtant, pour des raisons bien compréhensibles, ce fait est soigneusement passé sous silence, même dans les documents réservés aux membres du parti. Nikolaïev prit peu de part à la vie de l'organisation du parti ; son adhésion date pourtant de 1920, d'abord par l'intermédiaire des J. C. (quartier de Vyborg); plus tard, il entra dans l'organisation du parti lui-même. Il ne prit pas part à l'opposition de 1925, si l'on ne tient pas compte de certains votes dans les assemblées de cette période; on sait qu'à ce moment 90 % de l'organisation de Léningrad défendaient l'orientation de Zinoviev. En tout cas, au cours de l'épuration générale de cette organisation, épuration effectuée après le 14e congrès du parti, Nikolaïev ne subit aucune sanction; il ne fut même pas envoyé dans une autre ville (c'était le châtiment minimum auquel furent soumis tous les communistes de Léningrad ayant pris un tant soit peu part à l'opposition). Après 1929-1930, et jusqu'en 1933, il accomplit diverses missions, particulièrement dans la région de Mourmansk, où il fut envoyé d'après la mobilisation du parti; il y occupa un poste de faible importance dans la direction des travaux forcés. Lorsqu'il rentra, il travailla au Guépéou; cette fois-ci, semble-t-il (ce domaine est maintenu particulièrement secret), à l'organisation de la protection de l'Institut Smolny (siège principal du parti à Léningrad. N. du T.).

Voici les points essentiels de la biographie de Nikolaïev; son journal, qui s'étend aux deux dernières années (période succédant à son retour de Mourmansk), montre quelle fut la substance de ses idées. D'après tout ce que nous pouvons juger, la base de départ de la formation de son état d'esprit fut créée par ses conflits personnels avec l'appareil du parti, devenant de plus en plus bureaucratique. Ce journal est plein de notes de ce genre, déplorant la disparition des vieilles relations amicales qui rendaient si agréable la vie du parti au cours des premières années de la révolution. Il revient souvent aux souvenirs relatifs à ce passé qui se présente à lui, sous des couleurs extrêmement optimistes, mais très schématisées, comme une sorte de « fraternité du sang ». Les formalités de l'époque actuelle l'irritent et l'oppriment. Cela amène une série de conflits qui, en 1934, provoquent son exclusion du parti. Cette exclusion fut bientôt annulée; il fut établi qu'il était malade par suite d'un surmenage nerveux causé par la tension des travaux à Mourmansk; il était impossible d'avoir envers lui des exigences trop rigoureuses.

Ces plaintes au sujet du bureaucratisme se développant dans le parti furent le point de départ de la critique de Nikolaïev. Mais, au fond, elles en furent aussi la conclusion. On est frappé en voyant la différence de proportions entre le caractère sérieux de l'acte accompli et l'absence de profondeur, autrement dit le caractère superficiel de son attitude critique envers la réalité. Inutile même de dire que pour lui il n'existe pas d'univers en dehors du parti. Mais la vie même du parti ne l'intéresse pas au point de vue de sa ligne de politique générale; ce qui lui importe surtout, c'est l'évolution des relations à l'intérieur du parti. Il devient de plus en plus sensible à ces rapports; il commence à les considérer comme une trahison directe des traditions glorieuses du passé du parti, une trahison de l'ensemble de la révolution.

En même temps grandit en lui un état d'esprit, jusqu'à un certain point, *de sacrifice*. De plus en plus fréquemment, il exprime l'idée que quelqu'un doit se sacrifier pour attirer l'attention du parti sur les facteurs périlleux de son évolution. D'après lui, cela ne peut être fait que par un acte terroriste contre un des gros représentants du groupe des « Usurpateurs » qui se sont emparés du pouvoir dans le parti et dans le pays. La lecture des Mémoires des révolutionnaires russes des périodes antérieures exerce une grande influence sur Nikolaïev au sujet du problème de la terreur. Comme on le voit d'après son journal, il a beaucoup lu dans ce domaine; il a lu tout ce qu'il a pu se procurer comme Mémoires de terroristes, de membres du parti de la Volonté du Peuple, et de socialistes-révolutionnaires. Il considère son acte comme la continuation directe de l'activité terroriste des révolutionnaires russes des périodes précédentes. On dit qu'au cours d'une de ses conversations avec Staline, répondant à une question de celui-ci lui demandant pourquoi il avait fait cela, puisqu'il était maintenant un homme perdu, Nikolaïev répondit :

— Qu'importe, nombreux sont ceux qui périssent à présent. En revanche, dans l'avenir, on se souviendra de mon nom, à côté de ceux de Jéliabov et de Balmachev!

Bien des détails du procès de Nikolaïev rappellent ce désir de relier son acte à ceux des révolutionnaires russes des périodes précédentes.

◇◆◇

Une fois établis les motifs de la conduite de Nikolaïev lui-même, l'enquête se concentra sur deux points principaux : la recherche des « complices » et ses « animateurs », d'une part, et l'étude du degré de culpabilité des dirigeants de la section de Léningrad du Guépéou, qui n'avaient pas prévenu l'attentat, d'autre part.

La solution de la première question, au fond, était très simple : dans sa déclaration, Nikolaïev soulignait que son acte était purement individuel, qu'il n'avait aucun complice. Les notes de son journal confirmaient entièrement cette affirmation. Il ne s'en trouvait pas une seule qui aurait appuyé, ne fut-ce qu'indirectement, l'hypothèse de l'existence de quelque organisation clandestine, dont Nikolaïev aurait été membre, ou sur les ordres de laquelle il aurait agi. En tout cas, dans le rapport que j'ai mentionné, il n'existait pas une seule citation de ce genre. Sans aucun doute, si le journal avait contenu une pareille note, les enquêteurs n'auraient pas

manque de le rappeler dans leur rapport. Le caractère général de ce journal exclut toute supposition d'un silence systématique de Nikolaïev au sujet d'une organisation dont il aurait éventuellement fait partie, si pareille organisation avait existé. En effet, dans ce journal, et d'une manière très imprudente, il notait toutes les conversations qui l'avaient, ne fut-ce qu'indirectement, renforcé dans ses conclusions.

Mais le temps est passé, depuis longtemps, où l'on considérait comme « complice » et comme « animateur » celui qui, directement ou indirectement, participait à un acte déterminé, ou incitait à le commettre. D'après les interprétations actuellement en vigueur, est complice et animateur quiconque appuie et renforce l'état d'esprit sur la base duquel grandissent des actes donnés. Il n'était pas difficile de trouver de pareils complices et animateurs. D'après le journal de Nikolaïev, on voit qu'à Léningrad, au sein de l'organisation et autour d'elle, il existait beaucoup d'éléments mécontents qui ne cachaient point leur attitude critique envers le régime créé dans le parti et dans le pays. C'était pour la plupart d'anciens oppositionnels, qui avaient subi, au cours de la période précédente, des répressions de toutes sortes, avaient séjourné en prison et en exil, et qui n'étaient rentrés à Léningrad que dans les tout derniers temps. Habitués autrefois à occuper des postes plus ou moins importants dans le parti ou dans les soviets, accoutumés à jouer un rôle en vue dans la vie politique, ils n'acceptaient qu'avec peine leur situation modeste, ils étaient toujours prêts à ronchonner à propos des règles nouvelles, en les comparant avec « le bon temps passé ». Il n'y avait pas entre eux d'organisation clandestine; mais la plupart maintenaient des relations amicales personnelles, dont l'origine remontait très loin. Au cours de leurs rencontres, ils échangeaient des renseignements sur les affaires du parti, sur le sort des camarades qui continuaient à souffrir en prison et en exil; ils organisaient parfois des collectes en leur faveur; ils discutaient à fond la conduite de leurs adversaires les plus détestés. C'est à cela que se réduisait leur activité politique. Ils ne tentaient presque pas de développer une besogne extérieure. Parfois, rarement, l'un d'entre eux présentait un exposé dans quelque société scientifique, ou des souvenirs historiques au cours d'une des soirées de la section historique du parti... Il n'y avait pas de mystère particulier autour de l'existence d'un pareil foyer « d'une opposition qui n'avait pas désarmé dans le domaine des idées ». La section locale du Guépéou les connaissait et les tolérait, comme autrefois la police tsariste tolérait les colonies d'anciens déportés, vivant quelque peu à l'écart, en « étrangers », sans se confondre avec la société qui les entourait. Il en était ainsi au moment où Agranov, avec tous les « talents » qui lui sont propres, aborda ce milieu, chargé d' « enquêter » à son sujet de la façon la plus soigneuse.

La seconde partie du travail d'Agranov était beaucoup plus délicate. La révision des dossiers de la section de Léningrad du Guépéou avait établi que les dirigeants de celle-ci étaient fort bien informés au sujet de l'état d'esprit de Nikolaïev, et même de ses sympathies pour la terreur. C'était un homme nerveux, ne sachant pas se gouverner, parlant souvent sincèrement sur ce thème dangereux, même en présence de personnes peu connues. Chez nous, l'espionnage est si bien organisé que des remarques oppositionnelles, faites en présence de trois ou cinq amis des plus intimes, ont toutes les chances d'être portées à la connaissance de « ceux qui sont chargés de connaître cela ». Il se trouve que bien des renseignements sur Nikolaïev étaient connus. Dans ces conditions, il devenait tout à fait incompréhensible qu'il ait pu être toléré dans le voisinage immédiat de Kirov, et cela malgré le soin avec lequel sont gardés les « chefs »! Il fallait absolument regarder ce problème sous un autre aspect : les documents de Nikolaïev montraient tout à fait clairement les motifs qui l'avaient inspiré; mais il était beaucoup plus important d'établir si, dans ce cas précis, il n'y avait pas une complicité réelle de la part de ceux qui avaient pour devoir de prévenir l'attentat. Qui était intéressé à supprimer Kirov à la veille de son transfert à Moscou? N'y avait-il pas des liens entre ces derniers et quelques dirigeants de la section de Léningrad du Guépéou? Probablement. Une enquête menée dans cette direction aurait fourni beaucoup de matière intéressante. Je n'ai rien entendu dire à ce sujet : en général, chez nous, on cesse de causer de sujets particulièrement aussi dangereux. Mais, même actuellement, on entend des allusions démontrant que bien des gens avaient eu dans l'esprit une pareille supposition; au cours de décembre 1934, on repensa beaucoup chez nous à l'assassinat de Stolypine; il avait eu beaucoup de traits communs avec le meurtre de Kirov.

L'enquête ne posa pas toutes ces questions. En tout cas, l'attention principale des enquêteurs suivit une toute autre direction : la recherche des « complices » dès le début se transforma en une enquête sur les cercles des oppositionnels de Léningrad; par contre, les recherches sur les dirigeants de la section de Léningrad du Guépéou se transformèrent rapidement en enquête cherchant à établir pourquoi ils « toléraient » les oppositionnels, leur permettaient facilement de vivre à Léningrad, d'écrire dans les journaux, d'intervenir au cours de diverses réunions, etc... Les accusés se justifiaient en se référant à des ordres oraux et écrits de Kirov qui, s'inspirant de ses considérations de politique générale, insistait pour accorder toutes sortes de faveurs aux anciens oppositionnels et ordonnait au Guépéou de ne pas les irriter par des brimades superflues.

Les faits confirmaient entièrement ces références. Il faut dire qu'au cours des dernières années, Kirov avait en général tenté de reconstituer l'ancienne tradition zinoviéviste transformant Léningrad en un centre littéraire et scientifique autonome qui, dans ces domaines-là, aurait pu concurrencer Moscou. Dans ce but, il collaborait de toutes façons au développement des maisons d'édition de Léningrad, créait des conditions favorables à l'existence des journaux (bases matérielles et facilité de censure), protégeait l'activité des sociétés scientifiques, etc... Kirov encourageait de toutes manières l'introduction dans des travaux de ce genre d'anciens oppositionnels, comme autrefois les gouverneurs libéraux encourageaient l'utilisation des déportés dans les travaux scientifiques des régions lointaines de la Sibérie. Même à ce point de vue, la comparaison avec les « étrangers » se vérifiait. Kirov en arriva, dans son « libéralisme », à autoriser, au cours de l'automne 1934, un pécheur aussi « impénitent » que Riazanov à vivre à Léningrad. Que pouvaient donc faire dans ces conditions les dirigeants de la section de Léningrad du Guépéou puisqu'ils recevaient des ordres de leur dirigeant politique direct, l'un des membres les plus influents du Politbureau, celui qui était chargé pour Léningrad de l'intégralité du pouvoir au point de vue soviet et parti?

Vers la mi-décembre, l'enquête était tellement avancée qu'un rapport d'ensemble fut présenté au Politbureau. L'examen de ce rapport fut effectué simultanément avec des débats pour établir les conclusions politiques à déduire de l'attentat de Nikolaïev.

(A suivre.)

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

L'ultimatum français du 7 janvier

Il eût été invraisemblable que le grand remue-ménage du début de janvier, à propos d'un futur et éventuel débarquement de soldats allemands au Maroc espagnol, n'ait pas été l'accompagnement d'un acte diplomatique grave.

Un mois après que celui-ci a été accompli, nous sommes renseignés sur ce qu'il a été. Geneviève Tabouis en a fait la révélation dans *L'Œuvre* du 6 février. Voici son texte :

> *Le 7 janvier au soir, alors que l'ambassadeur d'Allemagne était retenu en Silésie par le triste accident survenu à son fils, M. Forster, chargé d'affaires, fut mandé au quai d'Orsay afin d'être informé que devant les nouvelles communiquées par le général Noguès — nouvelles concernant le Maroc espagnol — le gouvernement français avait décidé de réagir avec fermeté et prudence* (sic !) *et d'envoyer à tout hasard un bateau français devant Ceutà, afin de témoigner par là l'importance que le gouvernement français attachait à la question du Maroc espagnol.*

Cet « énergique veto », comme le qualifie Pertinax dans *L'Echo de Paris,* revêtit certainement les formes d'un véritable ultimatum. L'Allemagne y fut nettement avertie, comme le dit le *Sunday Referee* qui n'a pas les mêmes raisons que les journaux français de mâcher les mots, que si des soldats allemands débarquaient au Maroc espagnol, *c'était la guerre.*

En conséquence, dès le surlendemain 9, Hitler réunit, d'après Geneviève Tabouis, un Conseil de Guerre en sa résidence de Berchtesgaden, lequel fut d'avis que le moment n'était pas venu de faire la guerre, et, le lendemain 10, Hitler en personne fit savoir à Poncet, sous forme inusitée, que la gravité du moment imposait qu'il s'inclinât devant l'ultimatum français.

Ainsi, ce que nous avions dénoncé dans la *R.P.* du 25 janvier (Pacifisme impérialiste) est pleinement confirmé.

Le gouvernement du Front populaire était résolu — et continue sans aucun doute à être résolu — à faire la guerre si les intérêts impérialistes français sont si peu que ce soit menacés; même pas seulement ses intérêts impérialistes, mais leur extension future, car, n'oublions pas qu'il s'agit du Maroc espagnol et que la France n'a, pour le moment, aucun « droit » sur le Maroc espagnol.

Qu'on veuille bien, d'autre part, ne pas oublier également que ce gouvernement belliciste est le même que celui qui, contrairement au droit international et au pacte de la Société des Nations, n'a pas hésité à enlever à l'Etat espagnol son droit d'acheter des armes à l'étranger parce que... il fallait mettre le maintien de la paix au-dessus de tout !

Est-ce que cela va, enfin ! ouvrir quelques yeux ? Est-ce qu'on va, enfin ! se rendre compte que cette nécessité de la paix, qui fut invoquée pour légitimer la tentative d'assassinat du 25 juillet, n'est qu'une fumisterie ? Qu'elle ne fut qu'un prétexte destiné à masquer l'exécution des ordres donnés aux gouvernements démocratiques par la finance française (avec, sans doute, au premier rang le banquier Mirabaud, de Penarroya) et par la finance britannique, pour l'écrasement d'un régime qui lésait leurs intérêts directs et dont le développement ultérieur menaçait même de mettre fin, en Espagne à la domination de leur classe ?

L'aveu des faveurs à Franco

Cette même première quinzaine de février nous a apporté une autre confirmation.

La presse s'est enfin décidée à révéler ce qui n'a pas été une révélation pour les lecteurs de la *R.P.*, mais seulement pour eux, qu'on commerçait avec Franco et *qu'on le payait en or.*

Dans la *R.P.* du 10 novembre, nous avons, pour la première fois, dénoncé ce forfait, et nous sommes revenus sur lui presque chaque quinzaine, mais ce n'est que le 9 février que la presse politique française a annoncé publiquement la chose à propos d'un achat de pyrites et de tomates fait à Franco en décembre dernier, par une délégation officielle de différents ministères français.

Or, rappelons que pendant que l'on payait ainsi en or ce qu'on achetait à Franco, on refusait à payer quoi que ce soit, ni en or, ni autrement, pour les produits de la République.

Pendant plus de 5 mois, du 3 août au 17 janvier, un blocus économique total a été établi par l'Etat français sur les exportations de la République espagnole. Ni en argent, ni en crédit, celle-ci ne pouvait toucher un sou pour tout ce qu'elle aurait vendu en France : tout devait rester bloqué *sine die* dans les caisses de la Chambre de Commerce de Paris !

Aujourd'hui encore, c'est-à-dire depuis le 17 janvier, les produits en provenance des territoires républicains ne sont payés en or que pour 25 % de leur valeur, alors que ceux vendus par Franco lui sont payés en or en totalité !

Tel est le régime de « faveur » qui fut instué par le « Front populaire » français pour son « frère », le Front populaire d'Espagne !

Effroyable duplicité du grand comédien dont « le cœur est avec les miliciens espagnols ! ».

R. Louzon.

UN NOUVEAU MODE DE « NON-INTERVENTION »

Le bombardement de Barcelone par des obus italiens, lancés très probablement par un croiseur italien



Ci-dessus l'un des fragments d'obus ramassés après le bombardement de Barcelone, le 13 février. Il ne laisse aucun doute sur son origine : il s'agit d'obus italiens.

Mais il y a plus : on peut considérer comme à peu près certain que le navire qui l'a lancé était non un navire espagnol rebelle, mais un navire de guerre italien.

Voici quelques renseignements précis donnés, à ce sujet, par le lieutenant-colonel Guarner, chef de la Section technique du Conseil de Défense de Catalogne :

Les obus qui furent lancés contre Barcelone sont des obus de 15 *centimètres (six pouces). Le seul navire que possèdent les rebelles ayant des canons de ce calibre est* l'Almirante Cervera. *Or, ce navire a été repéré, la nuit du bombardement, par notre service d'informations, sur la côte sud de l'Espagne.*

Le Canarias, *lui, n'a pas de canons de six pouces, son artillerie étant constituée de canons de* 203 *millimètres* (8 pouces) *et de canons antiaériens de* 4 *pouces* 7.

En outre, tous les obus des navires espagnols portent sur leur culot les initiales S.E.C.N. (Société espagnole de construction navale), tandis que ceux des obus qui tombèrent sur la ville sont marqués S.S.E.

Les navires italiens qui portent des canons de six pouces sont ceux du type Giovanni delle bande nere, *et ceux du type auquel appartiennent le* Luigi Cardona *et l'*Armando Diaz. *Il est probable que c'est l'un de ces derniers qui a bombardé Barcelone, car ils furent l'été dernier à Barcelone et purent ainsi se créer des points de repère précis sur la topographie de notre port et de notre ville.*

Sans commentaires !

Pouchkine et son époque

Le monde entier fête actuellement le centième anniversaire de la mort de Pouchkine. Le gouvernement russe, évidemment, n'a pas manqué de s'associer à ces fêtes. Cependant, il devrait ne pas oublier que tous ceux qui lisent l'histoire de la vie de Pouchkine se feront nécessairement cette réflexion : rien ne change essentiellement sous les cieux de la Sainte Russie. Même l'ardente flamme d'Octobre n'a pas changé ce pays où les plus grands talents ont été de tout temps écrasés par le despotisme.

En effet, Pouchkine, l'homme peut-être le plus intelligent de son époque, le créateur de la langue littéraire et le fondateur de la littérature contemporaine russe, est tombé victime de son « siècle cruel », selon la propre expression du poète. Car la balle de d'Antès, cet émigré royaliste français, devenu officier de la garde impériale, ne fut qu'un aboutissement bien logique pour l'époque.

La Russie officielle de Nicolas Ier n'avait pas besoin de grands hommes. N'a-t-elle pas envoyé en Perse l'autre grand écrivain et linguiste remarquable, Griboiëdov, — expédié officiellement en mission diplomatique — *de facto* éloigné de Pétersbourg ?

Plus tard la Russie de Nicolas Ier n'a-t-elle pas chassé des hommes comme Herzen, Bakounine et tant d'autres ? Les années ont passé, mais les méthodes de Nicolas Ier se sont éternisées en Russie. Staline les suit très fidèlement.

◇◆◇

Pouchkine, le plus grand poète russe, ce poète philosophe et historien, n'est pas du tout connu en France, malgré le grand intérêt qu'on manifeste ici depuis quelques années pour la Russie.

Cependant dans ce pays il existe non seulement un culte autour de son nom, mais il s'est formé toute une science, le *pouchkinisme*.

Le pouchkinisme existe depuis longtemps, mais il a pris une très grande ampleur surtout après l'ouverture de nombreuses archives, restées longtemps fermées à l'historien.

Faut-il encore ajouter à cela le fait qu'il est moins dangereux d'étudier Pouchkine et l'époque de Nicolas Ier, que de se mêler de la politique du jour ? Ceci explique que des littérateurs se soient véritablement rués sur cet objet d'étude, tout comme les savants et la jeunesse se lancent dans des expéditions vers les régions polaires, car le pôle Nord est loin et se trouve, en quelque sorte, hors de l'atteinte des autorités.

◇◆◇

La poésie de Pouchkine reste inconnue ou incomprise en France; pour la traduire il faudrait que le traducteur soit lui-même un second Pouchkine. Malheureusement la nature n'est pas si généreuse, elle se montre plutôt avare en hommes de cette taille.

Il y a cependant une partie de l'héritage littéraire de Pouchkine, en prose, dont la connaissance est accessible aux autres peuples; ils gagneront à le connaître.

Dans notre article nous ne parlerons donc pas de cet héritage littéraire. Nous voudrions seulement nous arrêter sur certains côtés de sa biographie, qui reflètent parfaitement son époque. Disons cependant, en passant, qu'il y a dans cette biographie un point susceptible de provoquer la colère du Dr. Goebbels : Pouchkine, cette gloire slave, l'homme dont le nom est inséparable de la culture russe, était un métis de russe et de nègre d'Abyssinie. Son arrière-grand-père était un nègre « donné en cadeau » au tzar Pierre le Grand, par l'ambassadeur russe en Turquie; il est devenu plus tard un des généraux de son armée. Les nègres d'Amérique considèrent Pouchkine comme leur poète national.

Quel coup pour les partisans des « théories » racistes.

◇◆◇

Comme tous les intellectuels russes de son époque, Pouchkine est d'origine noble. Son père et son oncle étaient des gens relativement cultivés. C'est à la bibliothèque de son père qu'il a pu lire Voltaire, à l'âge de 10 ans. Il connaissait le français à cette époque mieux que le russe, grâce à son précepteur, le comte Monfort, émigré de la Révolution française. C'est en français aussi qu'il a écrit ses premières poésies.

A la veille de la guerre russo-napoléonnienne Pouchkine entra au lycée de Tzarskoïé-Sélo qui venait d'être créé selon l'idée du ministre d'Alexandre Ier, Spéranski, ce représentant bizarre du Tiers Etat dans l'Etat féodal russe. Fils d'un pope de village, Spéranski tranchait nettement sur son entourage par son intelligence, son érudition et par ses idées libérales. Dans son esprit, le lycée de Tzarskoïé-Sélo devait servir à l'éducation des princes héritiers et des fils des nobles, dans les idées du libéralisme. L'écrivain Tynianov affirme même que Spéranski rêvait d'en faire une école accessible aux jeunes gens doués de toutes les classes (ou plutôt castes) de la société russe.

Ces idées concernant l'orientation à donner au lycée ne furent qu'une illusion. Spéranski tomba en disgrâce en 1812 et fut exilé. Son influence auprès du tzar fut remplacé par celle du fameux Araktchéev, le fondateur des célèbres « colonies militaires ».

En 1816 Spéranski fut nommé gouverneur de Penza. Les lettres qu'il écrivait à sa fille montrent l'énorme champ visuel de cet homme qui s'intéressait à la fois à la politique, à la littérature et aux sciences historiques (l'histoire d'Egypte). Inutile d'ajouter qu'il connaissait parfaitement les plaies de la vie russe de l'époque : le servage et l'arbitraire illimité des fonctionnaires, petits et grands. Spéranski devint bientôt le leader de la génération des jeunes nobles qui eurent l'idée d'arracher par la force la Russie à la vie féodale. Cette jeunesse formait des sociétés secrètes qui organisèrent la révolte militaire à Pétersbourg, le 14 décembre 1825.

Spéranski ne participait pas, personnellement, à ces organisations clandestines, qui avaient des ramifications surtout dans l'armée, tant à Pétersbourg et à Moscou, que dans les villes du Midi; mais il n'y a aucun doute que sa personnalité brillante inspira les futurs « décembristes ».

En 1819 il fut nommé gouverneur général de Sibérie, et en 1821, il fut rappelé de nouveau en Russie européenne; cependant il ne joua plus le même rôle que durant la première moitié du règne d'Alexandre Ier.

Après la révolte des « décembristes », Spéranski fut nommé par le tzar Nicolas Ier président de la Commission d'enquête spécialement instituée pour l'affaire des décembristes. *C'est lui qui devait déterminer la sentence de chaque accusé.* C'est lui aussi qui jugea le décembriste Batenkov, jeune ingénieur sibérien, qui fut à la fois son ami intime et son collaborateur le plus proche.

Ce Batenkov fut arrêté deux semaines après la révolte, d'après les données de l'instruction menée contre Ryléev et les frères Bestoujev (pendus plus tard). Aux premiers interrogatoires Batenkov, *comme tous les autres décembristes, se repentit;* mais ensuite il défendit courageusement ses convictions. Il a écrit à ce sujet : « Un accès étrange et inexplicable, qui dura pendant toute l'instruction, avait abaissé mon caractère. J'ai renié d'une manière infâme la meilleure cause de ma vie. Notre organisation clandestine contenait des hommes dont la Russie sera fière toujours. » Batenkov fut jugé avec les autres décembristes et fut condamné à 15 ans de travaux forcés en Sibérie. Mais cette sentence fut commuée en détention de 20 ans à la forteresse de Saint-Paul, c'est-à-dire que l'homme qui fut le plus proche de Spéranski reçut la sentence la plus dure.

Comment expliquer la conduite de Spéranski ? Fut-elle dictée par une lâcheté physique ou avait-elle une tout autre cause ?

Question énigmatique que certaines circonstances permettent d'éclairer quelque peu. Après en avoir

fait un traître et un policier, Nicolas I[er] avait chargé Spéranski de faire un recueil de toutes les lois ayant existé en Russie, en remontant aux périodes prémoscovites. De cette grande collection de lois russes, qui fut publiée en 1830-33, Spéranski fut chargé d'extraire la matière pour un code nouveau. Or dans l'établissement de ce code Spéranski commit des faux : certaines lois nouvelles qui étaient en contradiction totale avec la structure même de l'Etat féodal russe, il les fit passer comme des lois ayant existé autrefois.

Spéranski, spéculant sur l'ignorance de son temps, essayait par une voie détournée de donner à la Russie absolutiste des lois quelque peu convenables. En langage contemporain, c'était peut-être sa façon de « saboter » Nicolas I[er] et de venger ses anciens disciples, les décembristes.

Le faux de Spéranski ne fut découvert qu'au xx[e] siècle.

Pouchkine n'était pas membre effectif des organisations clandestines, mais il partageait leur état d'esprit et était l'ami intime de plusieurs d'entre eux.

En quittant le lycée, en 1817, où il fit des études médiocres, mais d'où il sortit poète réputé, Pouchkine très sensible à l'atmosphère politique qui l'entourait, commença à fréquenter de nombreux cercles politiques.

A cette époque l' « intelligentsia » de la noblesse était très mécontente du cours réactionnaire qu'avait pris l'Etat russe après la Sainte-Alliance. Certains de ses hommes étaient déjà défaitistes dès avant 1812; d'autres avaient été gagnés aux idées de la Révolution française, au cours de leur contact avec l'Europe, en participant comme combattants aux guerres contre Napoléon.

Pouchkine, sous l'influence de ses amis s'employait à faire des épigrammes contre les fonctionnaires hauts placés et contre le tzar lui-même. Ces épigrammes se répandaient en manuscrit avec une rapidité étonnante et faisaient parler de Pouchkine dans les hautes sphères; si bien que le gouverneur de Pétersbourg, le général Miloradovitch le fit venir chez lui, sous la menace d'une perquisition à son domicile. Pouchkine lui copia de sa main toutes les épigrammes clandestines et Miloradovitch le laissa provisoirement en liberté.

Après l'assassinat du duc de Berry par Louvel, Pouchkine, qui s'était procuré le portrait de ce dernier, le montra au théâtre à ses amis. On dit que sur ce portrait Pouchkine aurait écrit cette inscription : « Une leçon aux tzars. » C'en était trop. On assure qu'Alexandre I[er] voulut l'envoyer au couvent des Iles Solovetzki. Il n'en fit rien, grâce à l'intervention d'un directeur du lycée de Tzarskoïé-Sélo : « Votre Majesté est libre de juger, disait Engelgardt, mais Elle me pardonnera que je me permette de défendre mon ancien élève. Il se développe en lui un talent qui mérite grâce. Pouchkine est déjà l'ornement de notre littérature contemporaine ! Il porte encore en lui tant d'espoirs ! L'exil peut agir d'une façon dangereuse sur le caractère ardent de ce jeune homme. »

Au lieu des Iles Solovetzki, ce jeune « malfaiteur » âgé d'une vingtaine d'années fut exilé dans le Midi où le Comité, qui s'occupait de la colonisation des provinces méridionales, lui donna un poste de petit fonctionnaire.

C'est là qu'il apprit l'anglais et connut les œuvres de Byron qui l'influencèrent fortement. Transplanté sur le terrain russe, le byronisme se traduisit surtout par une négation méprisante de tous préjugés, coutumes et traditions, par une tentative d'arriver à une liberté individuelle illimitée.

Vers cette époque, également, Pouchkine fit la connaissance, près de Kiev, d'un cercle de jeunes intellectuels, qui compta pas mal de décembristes.

En exil, le poète jouissait d'une grande liberté, grâce à son chef, le général Inzov, qui était maçon et qui aimait beaucoup son subordonné extravagant. Pouchkine se mit à appliquer à sa façon le byronisme dans les steppes bessarabiennes. Un jour, il rejoignit un « tabor » de tziganes et vagabonda avec eux un certain temps. Cela valut à la littérature russe le magnifique poème *Tziganie* que Dostoïevsky considérait comme le chef-d'œuvre de la littérature russe.

Mais le nouveau gouverneur, Vorontzov, qui remplaça Inzov, n'eut pas les mêmes égards pour le poète; il voulait qu'il fût un fonctionnaire attaché à son travail. Le jour où Pouchkine écrivit quelques épigrammes contre Vorontzov, sa carrière dans le Midi fut finie. Vorontzov demanda au comte Nesselrode, ministre des Affaires étrangères, la révocation de Pouchkine. Le malheur voulut qu'en même temps la censure saisît une de ses lettres écrite à un ami où il dit entre autres : « Je lis la Bible, le saint-esprit m'est souvent agréable, mais je préfère Gœthe et Shakespeare. Tu veux savoir ce que je fais ? J'écris des poèmes romantiques et je prends les leçons d'athéisme pur. » Cette lettre fut reproduite et diffusée à Moscou (sans que Pouchkine le sût); elle tranchait évidemment avec l'orthodoxie religieuse des sphères officielles. Le 14 juillet, Nesselrode écrivait à Vorontzov : « Comte, j'ai présenté à l'empereur votre lettre concernant Pouchkine. Sa Majesté est d'accord avec votre proposition de l'éloigner d'Odessa. Tout prouve, malheureusement, qu'il s'est pénétré d'idées néfastes, qui se sont si dangereusement manifestées dès le début de sa carrière. Sa Majesté ordonne comme punition son exclusion des listes des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, étant donné sa mauvaise conduite. Sa Majesté trouve nécessaire de l'envoyer dans le domaine de ses parents, dans la province de Pskov, sous la surveillance des autorités locales. »

Durant les quatre années qu'il passa dans le Midi, Pouchkine écrivit cinq grands poèmes (dont la *Gabryliade* ne fut publiée en Russie qu'après 1917) et une masse de poésies lyriques; il collectionna des chansons populaires, des documents ethnographiques, et dépensa son argent à acheter des livres : il a laissé une bibliothèque qui témoigne du vaste champ de ses préoccupations spirituelles.

En l'exilant à Sélo-Mikhaïlovskoïé, près de Pskov, les autorités lui imposèrent un itinéraire rigoureusement fixé; il ne devait pas passer par Kiev où il avait des amis, futurs décembristes.

Ses parents lui firent un accueil plutôt froid. Son père était terrorisé à la seule idée que son fils était un « malfaiteur » poursuivi pour athéisme! Les parents de Pouchkine craignaient pour la carrière des autres membres de la famille.

Connaissant les mœurs russes de l'époque, on doit reconnaître que leurs craintes étaient fondées. Etre frère d'un athée et d'un libéral était aussi dangereux, à l'époque, qu'il l'est aujourd'hui d'avoir un arrière-cousin trotzkyste.

Le chef de la région, le marquis Paulucci, fit appeler le père de Pouchkine et lui proposa de prendre sur lui la surveillance du poète. Le père accepta et devint ainsi le gendarme de son propre fils.

Pouchkine écrivait à son ami, le poète Joukovski, que son père ouvrait sa correspondance et lui interdisait le contact avec son frère et sa sœur, de crainte qu'il ne convertît ces derniers. Cette vie lui était insupportable. N'y tenant plus, il écrivit au gouverneur de la province la lettre suivante : « L'empereur a voulu m'envoyer au village de mes parents, croyant de cette façon atténuer leur amertume et le dur destin de leur fils. Mais les accusations du gouvernement ont agi sur le cœur de mon père et ont excité sa susceptibilité naturelle, pardonnable à son âge. J'ose, au nom de la tranquillité de nous tous, demander à l'empereur de me transférer dans une forteresse. »

Bientôt le père, sans doute sous l'influence de Joukovski, renonça à la surveillance de son fils et quitta le village. Pouchkine y resta toute l'année 1825, tout en élaborant des plans de fuite à l'étranger.

En recevant la nouvelle de la révolte des décembristes, il quitta le village pour se rendre à Pétersbourg, mais il retourna sur ses pas. Certains pouchkinistes affirment qu'il tenta de pénétrer à Pétersbourg déguisé en paysan, car les routes étaient militairement gardées. Quand il apprit que la terreur régnait dans les deux capitales, Pouch-

kine brûla papiers et documents pouvant le compromettre. Ainsi disparut son autobiographie qu'il était en train d'écrire.

Cependant, la terreur continuait à sévir et ceux qui n'étaient pas arrêtés ne pensaient plus qu'à sauver leur peau. Au début de 1826, Pouchkine écrivit à son ami Delvig une lettre qui traduit bien cet état d'esprit : « Imagine-toi que je suis dans un trou perdu et que j'ignorais tout; toute ma correspondance a cessé. Certainement, je ne suis mêlé à rien, et si le gouvernement a le temps de penser à moi il peut s'en assurer. Mais j'ai quelques scrupules à demander cela, surtout à présent; mes idées sont connues. Pourchassé pendant six ans, congédié de mon poste au ministère, exilé dans un petit village pour deux lignes d'une lettre saisie, je ne pouvais évidemment pas avoir de bons sentiments pour l'empereur défunt, quoique je reconnaissais ses qualités; mais je n'ai jamais prêché ni la révolte, ni la révolution. Au contraire, la classe d'écrivains, comme le fit remarquer Alfieri, penche davantage vers l'observation que vers l'action. Si le 14 décembre a démontré le contraire, il y a à cela une cause spéciale. De toutes façons, *je voudrais tout à fait sincèrement me réconcilier avec le gouvernement et cela ne dépend évidemment que de lui.* J'attends avec impatience le destin des malheureux... Je compte beaucoup sur la grandeur d'âme du jeune empereur. Ne soyons ni superstitieux, ni unilatéraux comme les tragédiens français; regardons la tragédie avec les yeux de Shakespeare. Au revoir, mon cher. »

Peu après la lettre à Delvig, il en envoya une à Nicolas Ier : « Très gracieux empereur ! En 1824, j'ai eu le malheur de mériter la colère de l'empereur défunt par mon raisonnement superficiel concernant l'athéisme, que j'ai exposé dans une lettre; je fus rayé du ministère et exilé au village où je me trouve sous la surveillance des autorités locales.

« Aujourd'hui, comptant sur la magnanimité de votre Majesté, éprouvant un réel repentir et fermement décidé à ne pas contrecarrer par mes avis l'opinion publique (en foi de quoi je suis prêt à donner ma signature et ma parole d'honneur), je me permets d'adresser à votre Majesté impériale ma demande en parfaite sujétion. Ma santé a été atteinte au cours de ma première jeunesse; aussi suis-je frappé d'une espèce d'anévrisme qui exige un traitement constant, en témoignage de quoi je joins un certificat médical. J'ose demander, en parfaite sujétion, la permission de me rendre pour cette raison à Moscou ou à Pétersbourg, ou à l'étranger. »

Lors de son séjour à Sélo-Mikhaïlovskoïé, Pouchkine se libéra de l'influence byronienne et se pénétra d'un objectivisme historique; il continuait à collectionner des spécimens de la poésie populaire et rêvait passionnément à la possibilité de travailler dans les archives de l'Etat.

Amené à Moscou, Pouchkine fut introduit directement dans le cabinet du tsar qui lui demanda : « Pouchkine, aurais-tu pris part à la révolte du 14 décembre si tu avais été à Pétersbourg ? — Certainement, empereur, répondit Pouchkine. Tous mes amis ont pris part à ce complot, je n'aurais pas pu ne pas y participer. C'est uniquement mon absence qui m'a sauvé, et j'en remercie le bon Dieu. » Le tsar ajouta : « J'espère que tu seras sage à présent, et que nous ne nous disputerons plus. Tu m'enverras tout ce que tu écriras; à partir d'aujourd'hui, je serai ton censeur. »

La joie de Pouchkine ne devait pas durer longtemps. Le 30 septembre 1826 (il était arrivé à Moscou le 6 du même mois), il reçut du chef de l'Okhrana, le comte Benkendorf, la lettre suivante: « J'ai l'honneur de vous informer que l'empereur, non seulement ne vous interdit pas le séjour dans la capitale (Pétersbourg), mais laisse cette question à votre appréciation sous condition seulement que vous fassiez auparavant une demande écrite. Sa Majesté est persuadée que vous employerez vos capacités excellentes à augmenter la gloire de notre patrie, ce qui immortalisera en même temps votre nom. Persuadée de cela, sa Majesté impériale exprime sa volonté de vous voir vous occuper des questions d'éducation de la jeunesse. Vous connaissez parfaitement cette branche, vu que vous avez fait personnellement l'expérience de ce que peuvent être les conséquences d'un système erroné de l'éducation. Il n'y aura aucune censure sur vos écrits. L'empereur sera le premier à apprécier vos ouvrages, il sera votre censeur. Vous pouvez les envoyer à l'empereur par mon intermédiaire. »

Nicolas Ier appliqua à Pouchkine la même méthode qu'à Spéranski.

Notre poète ne tardera pas à recevoir des lettres de Benkendorf à propos de chacune de ses imprudences ou de chaque mot douteux. Et comme si cela ne suffisait pas encore, le Conseil Suprême d'Etat le soumit à une surveillance policière secrète.

La situation de Pouchkine était tragique, ce qui ne manqua pas d'influencer son caractère; il devint nerveux et irritable. Tantôt il voulait partir comme volontaire à la guerre russo-turque, tantôt il demandait la permission d'aller en Europe ou d'accompagner une mission russe en Chine. Tout lui était refusé. Lorsqu'en 1829 il partit sans permission au Caucase, il reçut une sévère réprimande du chef de l'Okhrana. Marquons en passant qu'en étant au Caucase, qui était à cette époque en guerre perpétuelle entre la Russie et les peuples indigènes, Pouchkine s'exposa, sans nécessité aucune, aux balles ennemies, comme s'il cherchait la mort.

Après son mariage, Pouchkine partit pour Pétersbourg. C'est à cette période qu'il écrivit deux poésies *patriotardes :* « Aux calomniateurs de la Russie » et « L'anniversaire de Borodino », dans lesquelles il attaquait fortement les Polonais qui luttaient pour leur indépendance.

Ces deux poésies furent favorablement accueillies par le gouvernement; peu de temps après, Pouchkine était admis de nouveau au ministère des Affaires étrangères, avec un traitement de 5.000 roubles et recevait le droit de travailler dans les archives d'Etat. Deux ans plus tard, il recevait la permission de publier son « Histoire de la révolte de Pougatchev », fruit de son travail dans les archives. Le gouvernement lui prêta 20.000 roubles pour cette publication, puis 30.000 roubles peu de temps après.

Les pouchkinistes ont récemment publié le budget annuel du poète qui montre un grand décalage entre ses revenus et ses dépenses; ces dernières sont devenues considérables par suite de la vie mondaine de sa femme, surtout après l'admission du poète à la cour impériale.

Les dernières années de Pouchkine sont empoisonnées par des soucis d'argent et les obligations mondaines. Dans une de ses lettres à sa femme, il écrivait : « Quel malheur ! Il me faut avoir pas moins de 80.000 roubles de revenus. Je vais les avoir. Ce n'est pas pour rien que je me suis lancé dans la spéculation journalistique. Avoir voulu purifier la littérature russe... et dépendre soi-même de la police. Au diable !... Mon sang se transforme en bile... »

Pouchkine essaie de changer sa vie, de fuir la cour; il présente sa démission, mais on la lui refuse et *on menace de lui enlever le droit de fréquenter les archives;* on lui parle de nouvelles représailles. La surveillance de la police continue à être sévère.

En même temps, certains milieux littéraires qui ne lui ont pas pardonné son revirement politique lui marquent leur hostilité. Il écrit à cette époque: « La vie n'est qu'un tas de saleté... contenant tant d'amertume, elle devient insupportable à la fin. »

C'est le 12 février 1837 que mourut, à l'âge de 37 ans, le plus grand poète de la terre russe, tué dans un duel après avoir été moralement écrasé par le despotisme de son temps. Les pouchkinistes sont unanimes à croire que Pouchkine cherchait la mort...

◇◆◇

Ceux qui, de nos jours, ont restauré le despotisme de l'époque de Nicolas Ier sont vraiment mal placés pour commémorer Pouchkine.

Ida Mett.

RENAISSANCE

DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

L'antidote

Il ne fait de doute pour personne que les fractions communistes continuent de fonctionner dans nos syndicats parisiens. Elles ont peut-être été supprimées sur le papier. Dans la pratique, elles n'ont jamais si bien marché.

Le jeu normal des fusions avait déja abouti à donner, sans coup férir, la majorité aux ex-unitaires dans deux corporations parisiennes importantes : Bâtiment et Métaux. Un îlot ex-confédéré subsistait pourtant dans le Bâtiment, autour de Froideval et de son syndicat des serruriers.

Les élections viennent d'avoir lieu chez les serruriers. Comme par hasard, une semaine ou deux avant le scrutin, ceux-ci virent surgir une liste de candidats triés sur le volet, qui était présentée, du moins l'assurait-on, par les syndiqués d'une des grosses maisons de la place. En fait, c'était la liste de la fraction communiste. Elue, elle aurait donné à celle-ci la direction du syndicat. Déjouée à temps, la manœuvre ne réussit pas. Ce furent les militants ex-confédérés qui l'emportèrent, dans un scrutin loyal. L'exemple de Froideval montre qu'il n'est pas impossible de briser les tentatives des ex-démolisseurs de la C.G.T.U.

Les lecteurs de la R.P. *ont été en temps utile mis au courant de l'élimination du camarade Tauzin de la direction du Syndicat des travailleurs municipaux. Ancien minoritaire unitaire, Tauzin fut des nôtres lors des débuts de la Ligue syndicaliste; il fut également un des premiers à rentrer dans la C.G.T. Ce sont là crimes impardonnables. Aussi bien la fraction communiste des municipaux ne l'oublia point. Nierait-on aujourd'hui que c'est elle qui a réalisé le débarquement de Tauzin ?*

Au Syndicat du personnel de la S.T.C.R.P., la fusion se fit sur la base de la parité, au moins approximativement. On vécut une année comme cela. Mais ce n'était pas du goût de la fraction. Quand il s'est agi de renouveler le Conseil syndical, elle se mit en branle et les résultats de son action ne se firent point attendre : tous les sortants ex-confédérés et ex-minoritaires restèrent sur le carreau. Tous, sauf une exception, l'otage désormais classique, celui à qui l'on garde une place pour pouvoir quand même prétendre qu'on a fait la « grande unité ».

Toujours dans la S.T.C.R.P., au syndicat des contrôleurs, la « cellule » fonctionne et agit au vu et au su de tout le monde. Lors de l'assemblée annuelle, tout récemment, ses représentants, en collaboration avec les ex-autonomes, firent repousser le rapport moral du Conseil, alors qu'ils avaient les uns et les autres leurs représentants audit Conseil, l'ancien secrétaire du Syndicat autonome étant lui-même secrétaire adjoint du syndicat. Ainsi, ce faux bonhomme vota contre son propre rapport moral. Les statuts étant formels, le Conseil donna sa démission. A l'heure où j'écris, les élections battent leur plein. Les sortants ex-confédérés se représentent en une liste. En face d'eux, il y a la liste de la « cellule ». Pendant ce temps, la Société essaie de discréditer les militants comme Tixier qui ont su faire aboutir les revendications des contrôleurs. Chose bizarre, les deux besognes marchent de pair.

Cognet a raconté, dans La Vague, *ce qu'il était advenu aux ex-confédérés dans le Syndicat des garçons de café. En fait, ils furent totalement éliminés du Conseil. On essaie, à présent, de replâtrer, car, évidemment, les conséquences n'ont pas mis longtemps à se faire sentir dans la reprise des cartes. Mais viendra-t-on prétendre que la fraction communiste fut étrangère à cette opération de « débarquement » ?*

Conflit chez les boulangers, où la fraction — toujours elle ! — tenta, lors des élections, d'éliminer les ex-confédérés. Conflit à la confection pour dames, où il semble que la fraction — encore elle ! — ait tenté d'éliminer du secrétariat une militante ex-confédérée. Chez les casquettiers, la fraction — encore et toujours elle ! — a réussi à s'emparer totalement de la direction. Idem chez les employés de banque.

Voilà neuf exemples qui sont autant de preuves de la continuation des fractions communistes. Il n'y aurait pas besoin de chercher beaucoup pour en trouver d'autres. Il suffirait de faire le tour des bureaux de la Bourse. En fait, il n'y a que les... naïfs ou les complices pour dire que les fractions communistes n'existent plus.

Etonnez-vous, après cela, que l'Union des Syndicats de la région parisienne vienne de passer entre les mains des hommes de Moscou !

Nous n'en avons pas été surpris. Nous connaissons nos hommes et leurs façons d'agir. Nous les avons vus à l'œuvre. Mais avouons que nous ne nous attendions pas à une abdication si complète des éléments vieux-confédérés.

C'est pourquoi nous voulons faire revivre la Ligue syndicaliste.

Puisque les fractions continuent, il est normal, il est licite que les syndicalistes organisent leur défense. C'est même un devoir pour eux. On nous dit qu'il existe les Amicales socialistes. Nous le savions. Mais nous ne pouvons conseiller à nos amis de s'y rallier. Nous ne voulons pas que les syndicats deviennent le champ clos où deux partis politiques s'affronteraient. Nous désirons que les syndicalistes coordonnent leurs efforts sur le terrain de l'indépendance syndicale la plus stricte, à l'égard de tous les partis, comme à l'égard de tous les gouvernements. C'est-à-dire en dehors d'une bataille possible entre le parti communiste et le parti socialiste. Nous n'accepterions pas plus la tutelle socialiste que la direction communiste.

D'ores et déjà, que les militants désireux d'organiser la résistance dans leur corporation se mettent en rapport avec nous. Il faut d'urgence administrer le contre-poison.

M. CHAMBELLAND.

Misère humaine en Afrique du Nord

Le voyageur qui, au temps des frimas, ayant quitté la métropole, aborde la terre d'Afrique, est saisi par l'éclat et la douceur du soleil, la splendeur de la lumière et la richesse des couleurs.

S'émerveillant des beautés du ciel et de la terre, il ne tarde point à s'enorgueillir des grandeurs de la civilisation : des villes blanches aux riches avenues et aux somptueuses demeures, des grands ports à l'outillage moderne, des gares majestueuses se présentent à ses yeux; au long des routes larges, droites et lisses, le car confortable lui fait traverser l'immense étendue des plaines fertilisées.

Combien de voyageurs n'ont emporté d'Afrique que cette vision charmeuse !

Pourtant, sous ce ciel si clair, que de détresse et que de misère !

Une détresse et une misère effroyables que l'on ne découvre pas sans émoi profond et sans révolte.

A la ville comme à la campagne, la condition de l'indigène est atroce.

Dans ce pays dont on chante la richesse et les beautés, tous les jours, à notre époque de l'abondance, de petits enfants, des femmes, des hommes meurent de faim.

Si incroyable que cela puisse paraître, il est vrai que de pauvres fellahs refoulés vers les terres stériles sous un ciel éternellement bleu n'ont souvent que la ressource de disputer les racines à leurs moutons décharnés.

En 1937, les hommes ne mangent pas à leur faim, en Afrique du Nord, malgré les ports, les gares, les voies ferrées et les routes, malgré les immenses étendues colonisées, de céréales, de vignes, d'oliviers et d'arbres fruitiers.

Les indigènes ne s'alimentent pas. Ils ne se vêtissent pas davantage. Sur leur pauvre carcasse, ils n'étendent que des haillons et, si des palaces s'alignent dans les grandes villes, eux, les misérables, n'ont d'autre abri que le trou dans la terre, la toile de tente, la paillote de roseaux, la masure en terre battue ou la voûte du ciel !

La mortalité infantile fait des ravages effrayants. La sélection de la nature est ici impitoyable. Sont irrémédiablement rayés de la liste des vivants tous les petits trop sensibles à la chaleur ou au froid, aux privations et à la maladie. Ce qui est surprenant, c'est qu'il en reste tant !

La détresse morale de ce peuple, qui force la sympathie en même temps que la pitié, est aussi grande que sa misère matérielle. L'ignorance est totale; complet est donc le triomphe des forces d'obscurantisme.

La République a bien construit des écoles, mais elles ne peuvent recueillir qu'une infime minorité d'enfants : 1/5ᵉ en Tunisie, a déclaré le Résident Guillon; 1/20ᵉ en Algérie, assure-t-on.

Les « civilisateurs » n'ont donc jusqu'à présent apporté aux populations nord-africaines ni le pain du corps, ni le pain de l'esprit.

Il serait faux, certes, de déclarer que rien n'a été tenté, que rien n'a été réalisé..., pourtant, pourtant... lorsque, après quelques semaines de séjour en Tunisie, en Algérie et au Maroc, on regagne le continent, on ne peut qu'interroger anxieusement : « Qu'a-t-on fait, oui, vraiment, qu'a-t-on fait pour l'indigène ? ».

Pour qui les ports ? Pour qui les gares ? Pour qui les routes ? Pour qui les villes et les plantations ?

Pour les colons ? les industriels ? les seuls colons ? les seuls industriels ?

Peut-être, sans doute !

Colons et industriels ont trouvé en Afrique du Nord un marché de travail idéal. Les bras s'offrent en foule et les ventres affamés n'ont que de timides exigences : manger, pour souffrir un peu moins et ne pas mourir !

Dans l'agriculture, les salaires habituellement *pratiqués* varient de 4 à 8 fr., exception faite pour certains spécialistes. (En Oranie, un greffeur peut gagner 25 francs).

Cependant, depuis l'avènement du gouvernement de Front populaire, des salaires moyens ou minima ont été décrétés en Algérie et au Maroc.

Dans l'empire chérifien, le minimum de salaire a été fixé à 4 francs en juin 1936 !

Les taux moyens ont été établis entre 9 et 13 francs en Oranie; entre 5 et 9 francs à Constantine !

Mais ces taux, malgré leur insuffisance, sont loin d'être respectés.

En deçà des salaires *habituels* ou *officiels* demeurent une échelle de salaires dérisoires, des rémunérations scandaleuses : 1 franc par jour chez certains colons, au Maroc; 0 fr. 50 par jour plus le pain pendant la période des vendanges dans la région de Tlemcen !

Si l'on veut se souvenir que la famille indigène moyenne comprend sept personnes, on peut imaginer la misère de l'ouvrier agricole.

Le travailleur des villes est-il moins malheureux ? A peine.

A Rabat, les maçons peuvent gagner 18 francs; 10 francs à Casablanca. Manœuvres et terrassiers, 5 à 8 francs.

Dans le département de Constantine, les carriers mineurs reçoivent de 15 à 21 francs; les manœuvres 0 fr. 80 de l'heure.

Aux mines de Kouif, des Arabes travaillent dix et douze heures par jour pour un salaire de 5 à 7 francs !

En Tunisie, le salaire minimum des manœuvres est fixé à 11 francs.

Les domestiques reçoivent au Maroc 5 francs par jour. Chez un bon patron, une « fatma » laveuse peut gagner 10 francs par jour, plus la nourriture; mais de petites « fatmas » sont généreusement gratifiées de 0 fr. 50 par demi-journée !

Dans l'ensemble, exception faite pour certaines industries dans les grandes villes où l'équivalence est pratiquée, les salaires des ouvriers indigènes sont inférieurs de 15 à 20 % aux salaires des ouvriers européens.

Mais, colons et industriels sont âpres au gain et insensibles. L'Administration, représentative de notre démocratie généreuse est certainement plus humaine ? Aux travailleurs indigènes qu'elle utilise sur les pistes, l'Administration chérifienne donne 4 francs par jour ! Les « chaouchs », il est vrai, sont plus royalement traités; ils peuvent obtenir de 380 à 1.000 francs par mois. Les auxiliaires in-

digènes de l'Administration des P.T.T. gagnent 360 francs par mois !

Colons, industriels, Administration, tout ce qui représente la « Civilisation » s'emploient donc à faire « suer le burnous ». Pourtant, cette situation du travailleur indigène, si douloureuse soit-elle est encore enviée par l'immense armée des chômeurs, chômeurs sans indemnité de chômage bien entendu.

⁂

Le triomphe du Rassemblement populaire a eu des échos profonds dans la masse indigène. Un immense espoir s'est emparé de cette population malheureuse. Les ouvriers sont allés vers les syndicats malgré brimades, vexations, renvois ou interdictions (au Maroc, les indigènes n'ont pas le droit de se syndiquer).

Quelques résultats ont été obtenus, tels les salaires minima. Mais, aux colons qui vendent le vin 14 francs le degré et le blé 140 francs grâce à l'Office, ne devrait-on pas imposer des salaires plus raisonnables ?

C'est de pain et d'instruction qu'ont besoin les indigènes, et ce besoin est plus pressant que celui du bulletin de vote.

Des militants syndicalistes admirables poursuivent, en Afrique du Nord, un effort difficile.

L'œuvre à accomplir est immense et délicate. Le patronat est arrogant. L'Administration, omnipotente, est trop soumise à la volonté des colons; la masse ouvrière trop ignorante.

Dans une région ou la plus redoutable confusion s'établit entre le syndicalisme et la politique, la C.G.T. ne pourrait-elle seconder plus activement et plus systématiquement ces militants trop peu nombreux, trop isolés, écrasés par une charge trop lourde ?

Le syndicalisme, en Algérie, Tunisie et au Maroc peut conquérir les travailleurs indigènes, secouer le joug de leurs oppresseurs, soulager leur impitoyable infortune.

Jean MATHÉ.

Le gouvernement de Front Populaire et les travailleurs indochinois

Nous sommes plus que quiconque du côté du Front populaire. Et c'est parce que nous souhaitons de tout cœur que le Front populaire ne se discrédite pas lui-même aux yeux des peuples coloniaux que nous dénonçons les errements de la politique de ses responsables, quand il est encore temps de les réparer. Car, il faut l'avouer franchement, la rue Oudinot jusqu'à présent n'a guère pris, à l'égard des colonies, que des demi-mesures dont le patronat se moque royalement. Son serviteur fidèle le gouvernement colonial plus que jamais déploie ses forces réactionnaires.

La dévaluation avec ses conséquences fatales a augmenté de 50 % le coût de la vie en Indochine. Comment les travailleurs indochinois peuvent-ils vivre avec leur ancien salaire ? Aussi les voit-on se mettre en grève pour exiger l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail. Ils luttent vaillamment et avec un calme et une discipline qui auraient déconcerté les syndicalistes les plus éprouvés de France, malgré les provocations multiples et la répression sauvage.

Bien entendu, ils n'obtiennent que de fallacieuses promesses, ce qui est encore très rare. Dans la plupart des cas, ils rencontrent de la part des patrons une résistance impitoyable contre laquelle ils ne peuvent rien faire.

S'il en est ainsi, c'est qu'ils ne sont pas organisés, les libertés politiques et syndicales ne leur étant pas accordées.

Devant cette réalité sociale, le ministre des Colonies, *un socialiste,* a-t-il le droit de méconnaître la conscience de classe manifeste du prolétariat indochinois et de refuser à celui-ci les libertés élémentaires qui sont des armes indispensables dans sa lutte contre l'exploitation colonialiste ?

Et puis qu'attend-il pour épurer le cadre administratif indochinois pourri de la base au sommet, se demande encore le peuple indochinois ?

Car, depuis quelque temps, les assassinats des ouvriers par leurs patrons, des « protégés » par les autorités se multiplient.

Les tortures à la Sûreté n'ont pas cessé. Les perquisitions sont de plus en plus fréquentes. Après le journal *La Lutte,* c'est le journal *Le Travail* qui voit son siège saccagé par la police; un de ses collaborateurs arrêté, pour le seul crime d'avoir donné des nouvelles exactes sur les grèves. Certains grévistes se voient emprisonnés, torturés malgré le consentement des patrons à satisfaire les revendications ouvrières.

De plus, M. Pagès, nommé à nouveau gouverneur de Cochinchine par la rue Oudinot, exerce une véritable dictature. Après avoir refoulé sans motif valable de la Cochinchine, le Tonkinois Tran Dinh Long, qui ne lui plaisait pas (c'est comme si en France on empêchait un Parisien d'aller à Marseille), M. Pagès, pour assurer le succès de l'élection de sa créature Bui Quang Chieu, au Conseil supérieur des Colonies, vient de donner l'ordre d'expulser de la Cochinchine deux journalistes : MM. Diep Van Ky, rédacteur en chef de *Viet Nam,* et Bui The My, rédacteur en chef de *Dien Tin,* parce qu'ils sont hostiles à la candidature de Bui Quang Chieu.

Le motif officiel donné par M. Pagès est que ces journalistes sont originaires de l'Annam ! M. Pagès ne peut pas souffrir qu'ils vivent dans son fief.

Il est inconcevable que sous un gouvernement de Front populaire, un fonctionnaire, nommé par lui, puisse prendre des mesures dictatoriales dignes d'un régime féodal.

Alors que se déroulent ces coups de force, d'autres plus importants se préparent sous les yeux complaisants de l'administration coloniale.

Le colonel Sée, bras droit des grands financiers et colons fascistes, enrôle ses mercenaires dans le parti de l'ordre social indochinois en lançant un appel à travers le pays, appel qui exploite la haine des races, qui incite au massacre de la population indigène en brandissant le spectre d'un pseudo-péril communiste. Ses troupes s'organisent en sections de défense, s'exercent au tir, s'apprêtent, à

la première occasion, à semer la terreur et le désordre.

Pendant ce temps, le ministre des Colonies prononce des discours où il proclame sa confiance infinie en ses subalternes dans les colonies, où il exalte leurs vertus colonisatrices, et avec une telle flamme qu'il lui est arrivé, répondant à l'interpellation de son collègue Pierre Bloch, de s'exprimer en ces termes à la Chambre : « *Je lui demande* (*à M. Pierre Bloch*) *de se rendre compte que, si dans le corps des fonctionaires coloniaux, comme dans toute collectivité, on peut constater de rares défaillances individuelles, ce corps constitue, dans son ensemble, une admirable pléiade d'hommes animés de sentiments les plus élevés* (applaudissements), *d'esprit non seulement social mais socialiste, d'hommes profondément humains.* »

Ici, nous avouons ne plus comprendre. Ou bien le ministre socialiste au pouvoir ne veut plus regarder en face la réalité coloniale, ou bien entouré de colonialistes invétérés il a ses vues faussées par des renseignements intéressés.

Dans les deux cas, le peuple indochinois a le devoir de continuer sa lutte calme mais énergique contre les patrons et les fonctionnaires fascistes; de faire comprendre au gouvernement de Front populaire la nécessité de l'épuration de l'administration coloniale, de l'application en Indochine des libertés politiques et syndicales, et de l'aider à réaliser ces mesures en préparant les bases psychologiques et les conditions sociales indispensables.

DONG-VAN.

PARMI NOS LETTRES

Faut-il « reviser » le syndicalisme?

L'article de Barrué, paru le 25 janvier, nous a valu cette nouvelle lettre d'Emery :

Je ne veux pas encombrer la R. P., *mais puisqu'elle parle encore de moi, dans un numéro d'ailleurs fort intéressant, je dois ajouter quelques mots au bel article de Barrué.*

Est-il besoin de dire à Barrué que je voudrais bien pouvoir lui donner raison, même et surtout quand il me reproche mon « pessimisme » ? Mais on dirait que le numéro est fait exprès pour me fournir des arguments : article de Nicolas sur le déclin ou l'évolution de la C.N.T. (ce qui dépasse encore ce que je craignais), article de Barrué lui-même, notes sur les congrès syndicaux de l'Adour et de la Seine, etc... Quel tableau !

Mais n'importe, disent certains camarades, il faut maintenir, contre vents et marées, l'esprit et les méthodes du syndicalisme révolutionnaire. Sans y rien changer ?

Permettez-moi une comparaison. Quand je lis Trotzki, j'éprouve toujours à la fois de l'admiration et de l'agacement. Tant qu'il analyse, critique, fait le diagnostic de l'Europe ou de la Russie, rien de plus fort et de plus étincelant. Après cela, que propose ce grand révolutionnaire ? Il a vu mieux que personne la faillite des Internationales et son rêve reste d'en reconstituer une IVe sur les mêmes bases, avec la même idéologie que pour les trois premières. Et quand la IVe aura fait naufrage, on passera à la Ve...

Pour nous, c'est la même chose. Dès l'avant-guerre, le syndicalisme était le grand espoir. Il s'écroule en 1914. Mais, pense-t-on, les masses le redresseront quand elles reviendront du front; il faut organiser leur révolte contre les mauvais chefs, ranimer la flamme du vrai syndicalisme. Et l'on fit les C.S.R. Résultats : la scission et la constitution de deux centrales, moins syndicalistes que jamais, la C.G.T.U. passée sous la direction communiste, la C.G.T. où l'on avait tellement peur de casser quelque chose qu'il fallait ne plus rien dire sur rien. J'ai été suspect pendant quelque temps à l'Union du Rhône parce que j'avais montré le danger des idées de Dubreuil et surtout parce que, dans un congrès, je n'avais pas été d'accord avec Jouhaux qui était présent.

Bon, reprend-on, mais l'unité balayera tout cela. Les masses rassemblées feront revivre, contre les deux bureaucraties, la lutte des classes et l'action directe. L'unité est faite, les masses sont revenues. Résultat : la C.G.T. intégrée dans le Front populaire, plus réformiste que jamais, condamnant la grève, réclamant l'arbitrage obligatoire et félicitant le gouvernement de faire distribuer des masques à gaz à des prix démocratiques. Qu'est-ce que nous pourrions bien attendre maintenant qui nous permette de croire au réveil du syndicalisme ?

Devant une si riche expérience, la raison ne contraint-elle pas, quoi qu'il en coûte, à conclure que la réalité a contredit nos idées ? Va-t-on recommencer encore sans rien changer aux formules, à la tactique employées en vain depuis trente ans ? Ou bien se décidera-t-on à réfléchir sérieusement, à voir ce qui a changé, à reviser le marxisme et le sorelisme, de façon à en garder la flamme, sans les renier ni les momifier ?

◇◆◇

Il y aurait beaucoup à dire. D'abord sur quelques points d'histoire. En particulier, lorsque notre camarade Emery semble attribuer aux C. S. R. la responsabilité de la scission. Pour ce qui est d'apprécier la situation actuelle du syndicalisme, je suis pour le moins aussi pessimiste qu'Emery. Je crois cependant que la classe ouvrière n'évitera déceptions et échecs que dans la mesure où elle mettra en œuvre les moyens syndicalistes. L'autre jour, Monatte me disait que le syndicalisme était l'expression d'un mouvement ouvrier à l'état de maturité. Il est de toute évidence que notre mouvement actuel n'en est pas encore là. Cela ne veut pas dire qu'il n'y parviendra pas, lorsqu'il aura vidé le sac de la politique. — M. CH.

P.-S. — A notre prochain numéro, des extraits de deux grandes lettres de la Loire.

NOS CAUSERIES

C'est au camarade Yvon que nous avons encore demandé de faire la prochaine causerie.

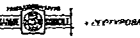
Les camarades ont tellement été intéressés par ses informations si complètes sur la vie des syndicats russes, que nous avons pensé qu'ils seraient aussi curieux de connaître le fonctionnement des usines dites soviétiques.

Cette causerie, qui aura lieu à la Maison du Peuple, 18, rue Parmentier, Paris (10e) — nous donnerons la date dans la *R.P.* du 10 mars — aura pour objet :

L'organisation de l'usine en U.R.S.S.

1. *Autonomie et dépendance de l'usine.*
2. *Le « Triangle » — Ce qu'il en reste.*
3. *La Direction (son rôle et son organisation en détail, comparaison avec la direction capitaliste).*
4. *Le prix de revient, ses éléments et comment les cadres de l'usine sont intéressés à son redressement.*

Le gérant : M. CHAMBELLAND.


TYPOGRAPHIE, 11, R. DE METZ, COURBEVOIE. TÉL. 280